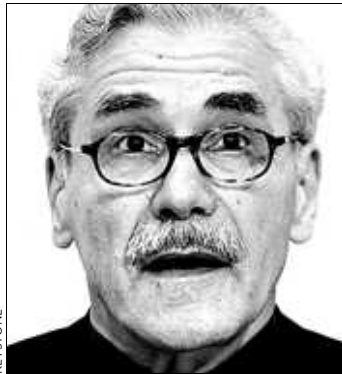


Un revenu de base de 2500 francs pour tous: l'initiative est lancée

► **Idée** Le texte pose le principe d'une allocation universelle

► **Inconditionnelle**, elle doit permettre à chacun de vivre dignement



KEYSTONE

Oswald Sigg, ancien vice-chancelier de la Confédération.

d'économie Milton Friedman et son «impôt négatif», allocation fixe couplée à l'impôt sur le revenu.

Soutenu en Suisse par le réseau BIEN-CH (*Basic Income Earth Network*), le revenu de base repose sur plusieurs arguments: en plus de découpler la couverture des besoins vitaux d'un travail rémunéré, il améliorerait l'efficacité de l'allocation des ressources – en se substituant pour partie à la galaxie des prestations sociales – et garantirait au citoyen l'autonomie de ses choix de vie. Cerise sur le gâteau, estime le réseau BIEN-CH, en «déconnectant les entreprises de leur obligation d'offrir des salaires suffisants», le revenu de base «flexibiliserait le marché du travail et engendrerait une nouvelle dynamique des activités économiques».

Problème: si chacun a droit à un minimum garanti, qui continuera de travailler? «Je ne pense pas que la collectivité travaillera moins, répond Oswald Sigg. Mais elle travaillera autrement, en accord avec les intérêts personnels et sociaux. Et ceux

qui veulent gagner beaucoup continueront de travailler beaucoup.»

L'économiste vaudois Samuel Bendahan, socialiste, s'intéresse à l'idée depuis plusieurs années. Car selon lui, le revenu de base créerait «des incitations réelles»: «D'abord parce que de nombreuses études ont montré qu'on ne travaille pas pour l'argent mais par motivation intrinsèque, pour des causes ou pour des raisons sociales. Ensuite, parce que le revenu universel ferait disparaître les effets de seuil des prestations sociales. Actuellement, ceux qui sont à l'aide sociale et se remettent à travailler perdent le droit à certaines prestations. L'incitation au travail serait plus élevée avec un revenu universel. Enfin, si ce revenu était en place, plus personne n'accepterait les métiers ingrats. Cela obligerait donc

«C'est une tromperie sur la marchandise. Les nouilles ne tombent pas des arbres!»

l'économie à investir pour rendre ces métiers plus attractifs, ce qui rendrait plus juste le marché du travail.»

Samuel Bendahan prévient toutefois: «Il faut être conscient que cela modifierait drastiquement nos modes de fonctionnement. Avant de graver une telle idée dans la Constitution, il faut y avoir bien réfléchi. Parce que distribuer un tiers du PIB aux gens ne se fera pas sans augmenter massivement les impôts. De 30% aujourd'hui, la quote-part fiscale

augmenterait au moins à 50%.» Faux, rétorquent les initiators: «Cela coûterait effectivement un tiers du PIB, soit environ 200 milliards, explique Oswald Sigg. Mais le revenu de base est en grande partie déjà financé si l'on réorganise l'Etat social, c'est-à-dire l'AVS, l'AI, etc. Et pour le reste, il y a plusieurs méthodes en discussion: hausse de la TVA, hausse de l'imposition des gros revenus et de la fortune, par exemple.» Des pistes auxquelles s'ajoutent d'autres possibilités, que les initiators ont détaillées dans un livre *ad hoc**: une taxe sur les mouvements de capitaux, une taxe écologique, une réforme de l'impôt fédéral direct ou même la création de monnaie.

Le Comité d'initiative a 18 mois pour réunir 100 000 signatures et espérer que le peuple se prononce. Mais le principe d'un revenu de base fait déjà bondir les milieux économiques. «C'est une tromperie sur la marchandise, s'enflamme l'éditorialiste Beat Kappeler. Les nouilles ne tombent pas des arbres! C'est un mensonge que de prétendre que le pays continuerait de fonctionner avec un tel système. Et c'est une négation de ce qu'est l'Homme. La dignité, c'est aussi la capacité d'assurer seul sa subsistance, sans compter sur la collectivité. Quant au financement, c'est une plaisanterie: l'entrepreneur allemand Götz Werner, qui défend cette idée, admet lui-même que cela suppose un impôt de 50% sur le revenu de ceux qui continuent à travailler et une hausse de 50% de la TVA. Vous voyez ce qui reste...»

*«Le financement d'un revenu de base inconditionnel», Ed. Seismo, Zurich, 2010.

Alexis Favre

Un revenu universel garanti, permettant à tous de «mener une existence digne». C'est ce que propose l'initiative «Pour un revenu de base inconditionnel», publiée mardi dans la *Feuille fédérale*.

Si le texte ne fait que poser le principe et laisse au législateur le soin de régler le financement et le montant de ce revenu, ses promoteurs ont une idée précise de ce qu'ils envisagent: entre 2000 et 2500 francs par mois, «de quoi libérer chacun de l'obligation de travailler pour gagner sa vie», explique l'ancien vice-chancelier de la Confédération, Oswald Sigg, membre du Comité d'initiative. «Devoir travailler pour survivre est une injustice, affirme-t-il. Certains n'ont pas de travail, d'autres ne font pas ce qui leur plaît, sont surmenés, stressés. L'idée est de réduire cette injustice et d'augmenter pour tous les chances de faire ce qu'ils veulent.»

Saugrenue pour beaucoup, l'idée n'est pourtant pas nouvelle. Ebauchée au XVI^e siècle par Thomas More dans son *Utopie*, elle est reprise par quantité de théoriciens à travers l'Histoire, de Condorcet – qui pose le principe d'un revenu inconditionnel et suffisant pour tous – au Prix Nobel